

Country progress report - Gabon

Global AIDS Monitoring 2017



Contents

Overall - Fast-track targets	3
Commitment 1 - Ensure that 30 million people living with HIV have access to treatment through meeting the 90-90-90 targets by 2020	4
Commitment 2 - Eliminate new HIV infections among children by 2020 while ensuring that 1.6 million children have access to HIV treatment by 2018	8
Commitment 3 - Ensure access to combination prevention options, including pre-exposure prophylaxis, voluntary medical male circumcision, harm reduction and condoms, to at least 90% of people by 2020, especially young women and adolescent girls in high-prevalence countries and key populations—gay men and other men who have sex with men, transgender people, sex workers and their clients, people who inject drugs and prisoners	11
Commitment 4 - Eliminate gender inequalities and end all forms of violence and discrimination against women and girls, people living with HIV and key populations by 2020	14

Commitment 5 - Ensure that 90% of young people have the skills, knowledge and capacity to protect themselves from HIV and have access to sexual and reproductive health services by 2020, in order to reduce the number of new HIV infections among adolescent girls and young women to below 100 000 per year	16
Commitment 6 - Ensure that 75% of people living with, at risk of and affected by HIV benefit from HIV-sensitive social protection by 2020	17
Commitment 7 - Ensure that at least 30% of all service delivery is community-led by 2020	19
Commitment 8 - Ensure that HIV investments increase to US\$ 26 billion by 2020, including a quarter for HIV prevention and 6% for social enablers	21
Commitment 9 - Empower people living with, at risk of and affected by HIV to know their rights and to access justice and legal services to prevent and challenge violations of human rights	22
Commitment 10 - Commit to taking AIDS out of isolation through people-centered systems to improve universal health coverage, including treatment for tuberculosis, cervical cancer and hepatitis B and C	24

Overall

Fast-track targets

Commitment 1

Ensure that 30 million people living with HIV have access to treatment through meeting the 90-90-90 targets by 2020

Progress summary

Dépistage :

Il n'existe aucune législation qui rend le dépistage obligatoire. Cependant, il est systématique pour les malades hospitalisés, lors du pré-recrutement et annuellement dans l'armée, ainsi que dans le cadre des examens prénuptiaux.

Le Dépistage et le conseil se font à la demande du client, à l'initiative prestataire, lors des consultations prénatales de routine et en stratégie mobile dans la communauté. Il est gratuit pour tous sur consentement éclairé.

Les recommandations OMS 2015 relatives aux services de dépistage du VIH sont appliquées en partie.

L'auto-dépistage n'est encore effectif, mais il est prévu et l'année de son démarrage n'est pas fixée.

Thérapie antirétrovirale

Les Directives et les recommandations de l'OMS sur l'utilisation des ARV pour le traitement et la prévention de l'infection à VIH sont en cours d'adaptation. Le Seuil de CD4 recommandé pour débuter une thérapie antirétrovirale chez les adultes et les adolescents asymptomatiques est < 500 , sauf pour les femmes enceintes, la coinfection VIH/TB, les partenaires positifs, les couples sérodiscordants, enfants < 5 ans.

Le pays ne dispose pas d'une politique tendant à la mise en œuvre d'une stratégie de traitement pour tous.

Par ailleurs, l'approche communautaire pour appuyer l'administration de la TAR n'existe pas.

Les associations d'ARV TDF/3TC ou (FTC)/EFV sont préconisées en première intention chez les adultes, les adolescents et chez les femmes enceintes VIH+.

Charge virale

Les Directives nationales recommandent la CV systématique mais elle n'est actuellement disponible que dans des centres spécialisés.

Résistance aux ARV

Aucune enquête pour le suivi de la résistance aux ARV selon les protocoles de l'OMS n'a été réalisée à ce jour.

Observance du traitement

Il n'existe pas de politiques et/ou stratégies nationales relatives à l'observance du traitement.

Soutien au maintien au traitement

Quelques initiatives ponctuelles de soutien au maintien au traitement sont réalisées par certaines ONG.

Policy questions

Is there a law, regulation or policy specifying that HIV testing:

a) Is solely performed based on voluntary and informed consent

Yes

b) Is mandatory before marriage

Yes

c) Is mandatory to obtain a work or residence permit

No

d) Is mandatory for certain groups

No

What is the recommended CD4 threshold for initiating antiretroviral therapy in adults and adolescents who are asymptomatic, as per MoH guidelines or directive, and what is the implementation status?

Femmes enceintes; Couples sérodiscordants; enfants de moins de 5 ans; co-infection VIH/TB; VIH/Hépatites et tous ceux qui ont un taux de $CD4 \leq 500$; Implemented countrywide

Does your country have a current national policy on routine viral load testing for monitoring antiretroviral therapy and to what extent is it implemented?

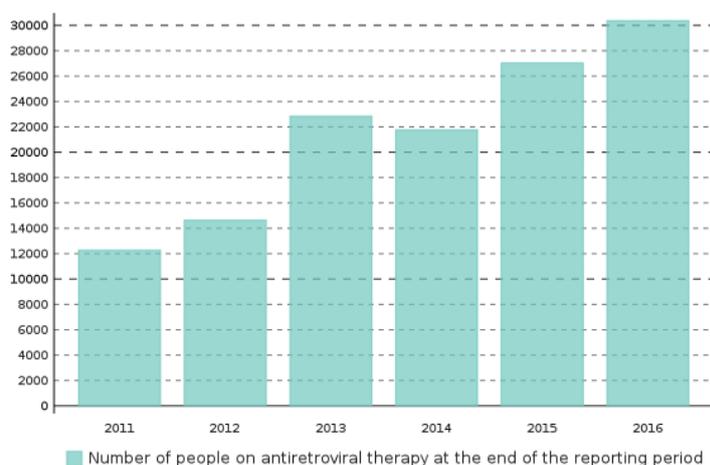
a) For adults and adolescents

Yes, partially implemented

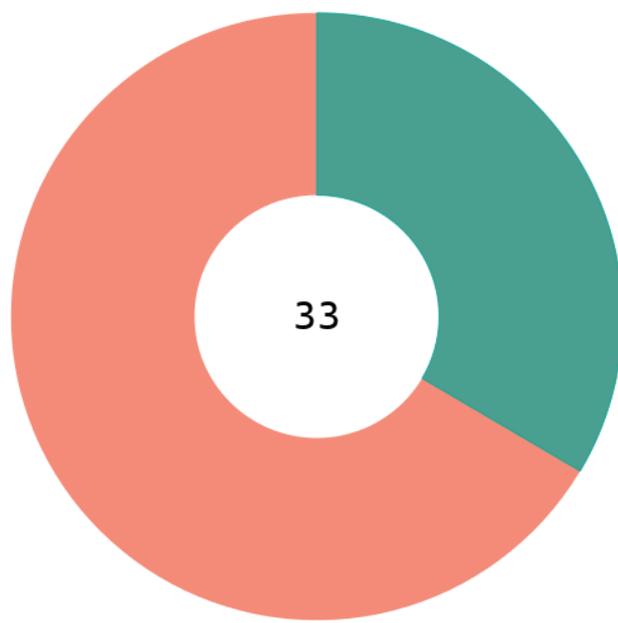
b) For children

Yes, partially implemented

1.2 People living with HIV on antiretroviral therapy, Gabon (2011-2016)

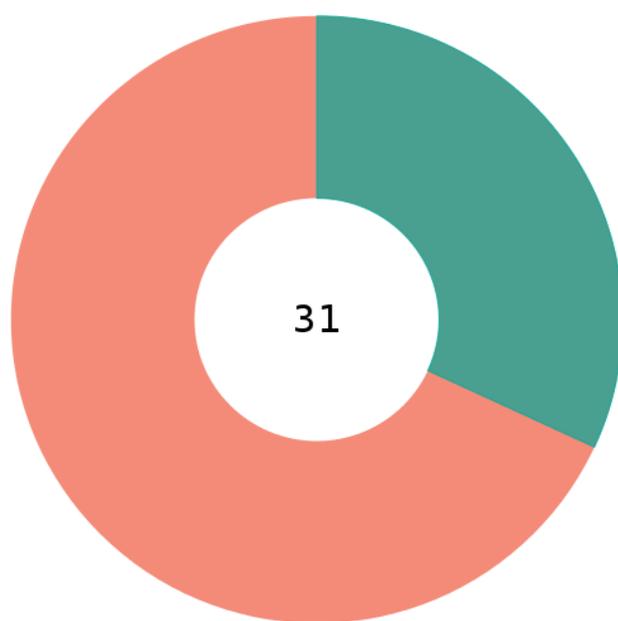


1.5 Late HIV diagnosis, Gabon (2016)



■ Percentage of people living with HIV with the initial CD4 cell count <200 cells/l

1.6 Antiretroviral medicine stock-outs, Gabon (2016)



■ Percentage of treatment sites that had a stock-out of one or more required ar

Commitment 2

Eliminate new HIV infections among children by 2020 while ensuring that 1.6 million children have access to HIV treatment by 2018

Progress summary

Prévention de la transmission mère-enfant du VIH

Le pays possède un plan national pour l'élimination de la transmission mère-enfant (TME), et le Traitement ARV à vie est appliqué pour toutes les femmes enceintes et allaitantes.

L'allaitement est conseillé pour les femmes séropositives et les nourrissons exposés au VIH, et la durée recommandée est de 3 mois.

Les services de PTME, les centres de prise en charge, les services d'hospitalisation pédiatriques, les cliniques externes et les centres de nutrition proposent aussi le dépistage du VIH chez les enfants.

Il n'existe pas de politique pour la fourniture de la PCR chez les nourrissons exposés au VIH à la naissance.

Services PTME :

Sur l'ensemble des sites existants (voir cartographie des sites PTME au Gabon) seuls 12 fournissent les services PTME. Un projet pilote de mise en place des mécanismes de responsabilisation communautaire a été mis en œuvre dans 4 des 47 Centres PTME, mais ce dernier s'est arrêté faute d'approvisionnement en intrants.

TAR des enfants

Le traitement pour tous est appliqué aux enfants VIH+ de moins de 5 ans.

Coordination/Suivi et Evaluation :

Le suivi des progrès du programme de PTME se fait à travers des réunions périodiques du comité PTME 1 fois par trimestre.

Policy questions

Does your country have a national plan for the elimination of mother-to-child transmission of HIV?

Yes

Target(s) for the mother-to-child transmission rate and year:

Year:

Elimination target(s) (such as the number of cases/population) and Year:

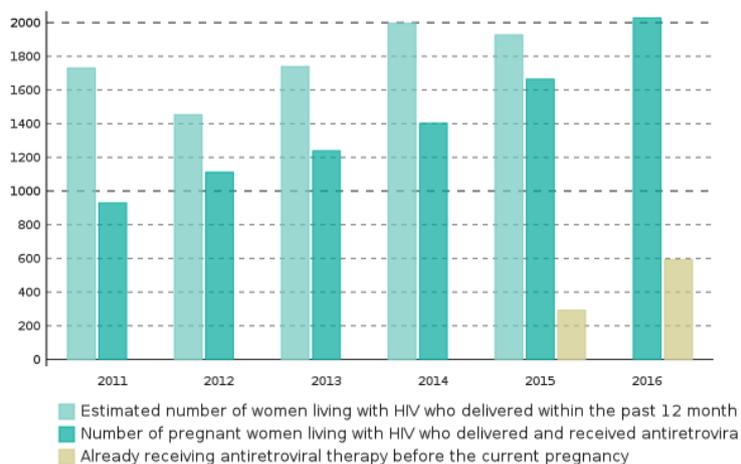
Year:

Do the national guidelines recommend treating all infants and children living with HIV irrespective of symptoms and if so, what is the implementation status of the cut-off?

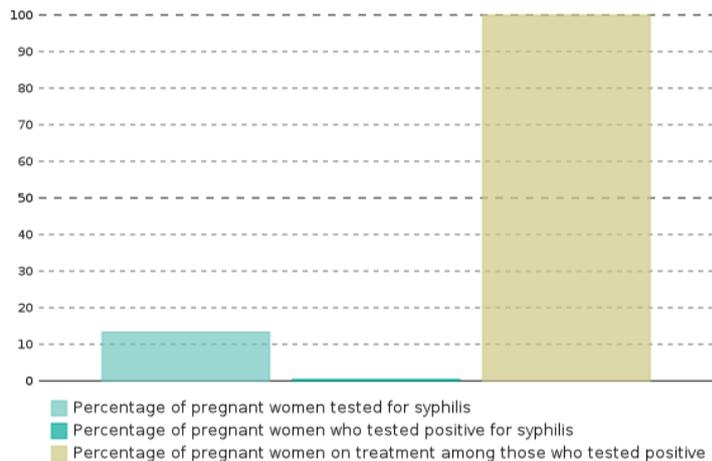
Yes, with an age cut-off to treat all of <5 years

Implemented countrywide

2.3 Preventing the mother-to-child transmission of HIV, Gabon (2011-2016)



2.4 Syphilis among pregnant women, Gabon (2016)



Commitment 3

Ensure access to combination prevention options, including pre-exposure prophylaxis, voluntary medical male circumcision, harm reduction and condoms, to at least 90% of people by 2020, especially young women and adolescent girls in high-prevalence countries and key populations—gay men and other men who have sex with men, transgender people, sex workers and their clients, people who inject drugs and prisoners

Progress summary

Populations clés

Les recommandations des lignes directrices consolidées 2016 de l'OMS sur la prévention, le diagnostic, le traitement et les soins liés au VIH pour les populations clés n'ont pas encore été incluses dans les politiques ou les plans nationaux VIH.

Il n'existe pas de loi pénalisant ou poursuivant en justice les UDI et HSH, cependant, la vente et l'achat de services sexuels sont pénalisés et poursuivis en justice.

Il n'existe pas non plus de cadre de protection juridique en faveur des personnes transgenres et les professionnels du sexe. Les transgenres ne sont pas reconnus parmi les populations clés au niveau national car, culturellement et socialement non admis, et le commerce du sexe est un délit.

Le pays a élaboré une stratégie de prévention nationale de réduction des nouvelles infections chez les professionnels du sexe, en revanche il n'y a pas d'objectifs nationaux de prévention du VIH fixés d'ici 2020 pour cette population.

Il n'existe AUCUN programme de prévention orienté vers les prisonniers. Mais, la thérapie antirétrovirale (TAR) est disponible pour tous les prisonniers vivant avec le VIH.

La prophylaxie pré exposition (PrEP) n'est pas disponible pour les partenaires positifs chez les couples sérodiscordants ; mais il existe un module de formation sur la PrEP dédié au personnel de santé.

Seule la PEP est disponible dans certaines structures de santé en cas d'agression sexuelle et d'AES.

Préservatifs

Le pays possède une stratégie de promotion de l'utilisation des préservatifs basée sur une estimation des besoins nationaux et n'a pas connu de ruptures de stock. En outre, 2 733 844 préservatifs masculins et 9 422 préservatifs féminins ont été distribués par les dépôts centraux et régionaux au cours des 12 derniers mois.

Policy questions: Key populations

Criminalization and/or prosecution of key populations

Transgender people

Neither criminalized nor prosecuted

Sex workers

Selling and buying sexual services is criminalized

Men who have sex with men

No penalty specified

Is drug use or possession for personal use an offence in your country?

Drug use or consumption is a specific offence in law

Legal protections for key populations

Transgender people

-

Sex workers

No

Men who have sex with men

-

People who inject drugs

No

Policy questions: PrEP

Is pre-exposure prophylaxis (PrEP) available in your country?

Yes

Provided as a national policy

Commitment 4

Eliminate gender inequalities and end all forms of violence and discrimination against women and girls, people living with HIV and key populations by 2020

Progress summary

Violence basée sur le genre

Le pays a établi une stratégie nationale de lutte contre les violences sexistes et la violence faite aux femmes incluant les problématiques de prévention du VIH.

Une loi existe sur les violences domestiques. Il existe des points de prestation de service spécifiques fournissant des soins et un soutien médical et psychologique aux victimes de viol ou d'inceste ; mais les victimes sont prises en charge dans les services existants.

La législation gabonaise ne tient pas compte de la spécificité des PVVIH, mais comme l'ensemble de la population, c'est le recours aux lois pénales générales qui est en vigueur.

Mariage précoce

L'âge légal au mariage est de 15 ans chez les filles et de 18 ans chez les garçons.

Consentement parental et marital :

Il n'y a pas de loi exigeant le consentement parental ou marital pour l'accès des adolescents et des femmes mariées aux services de SSR.

Par ailleurs, la loi exige le consentement parental pour l'accès des adolescents au dépistage du VIH et au traitement.

Policy questions

Does your country have a national plan or strategy to address gender-based violence* and violence against women that includes HIV

Yes

Does your country have legislation on domestic violence*?

Yes

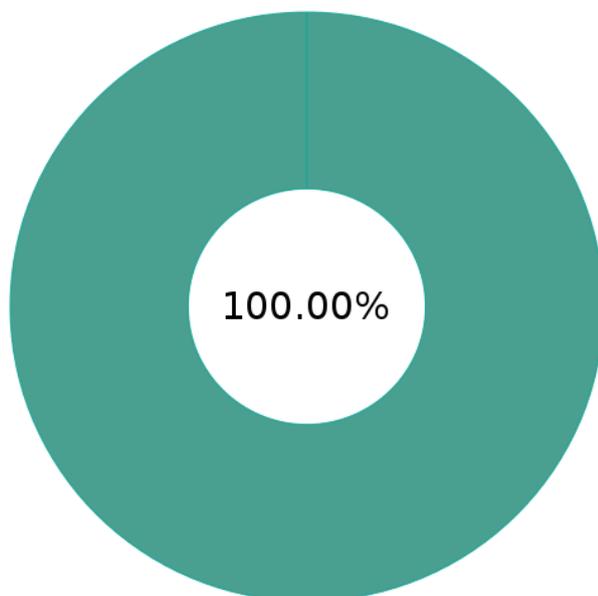
Does your country have any of the following to protect key populations and people living with HIV from violence?

General criminal laws prohibiting violence

Does your country have policies in place requiring healthcare settings to provide timely and quality health care regardless of gender, nationality, age, disability, ethnic origin, sexual orientation, religion, language, socio-economic status, HIV or other health status, or because of selling sex, using drugs, living in prison or any other grounds?

Yes, policies exists and are consistently implemented

Percentage of Global AIDS Monitoring indicators with data disaggregated by gender



6 / 6

Commitment 5

Ensure that 90% of young people have the skills, knowledge and capacity to protect themselves from HIV and have access to sexual and reproductive health services by 2020, in order to reduce the number of new HIV infections among adolescent girls and young women to below 100 000 per year

Progress summary

Education et formation

Il existe une politique d'éducation aidant à l'enseignement de compétences essentielles liées au VIH et à l'éducation sexuelle dans les établissements d'enseignement primaire et secondaire.

Participation des jeunes

Les jeunes (15-24 ans) participent au développement des politiques, directives et stratégies liées à leur santé et sont présents dans les espaces

Policy questions

Does your country have education policies that guide the delivery of life skills-based HIV and sexuality education*, according to international standards*, in:

a) Primary school

Yes

b) Secondary school

Yes

c) Teacher training

Yes

Commitment 6

Ensure that 75% of people living with, at risk of and affected by HIV benefit from HIV-sensitive social protection by 2020

Progress summary

Cadre national de protection sociale

Il existe un cadre de protection sociale mis en œuvre pour l'ensemble de la population, mais il ne reconnaît pas spécifiquement les personnes vivant avec le VIH comme bénéficiaires clés. Il tient compte du problème de la gratuité des soins liés au VIH.

Transfert d'argent

Le pays ne met pas en œuvre de programmes de transfert d'argent pour les jeunes femmes âgées de 15-24 ans.

Policy questions

Yes

a) Does it refer to HIV?

Yes

b) Does it recognize people living with HIV as key beneficiaries?

Yes

c) Does it recognize key populations (sex workers, gay men and other men who have sex with men, people who inject drugs, transgender people, prisoners) as key beneficiaries?

Yes

d) Does it recognize adolescent girls and young women as key beneficiaries?

Yes

e) Does it recognize people affected by HIV (children and families) as key beneficiaries?

Yes

f) Does it address the issue of unpaid care work in the context of HIV?

Yes

Do any of the following barriers limit access to social protection* programmes in your country

Lack of information available on the programmes
Complicated procedures
Fear of stigma and discrimination
Lack of documentation that confers eligibility, such as national identity cards
High out-of-pocket expenses

Commitment 7

Ensure that at least 30% of all service delivery is community-led by 2020

Progress summary

Participation des OSC et de la communauté

La réglementation et les politiques nationales prévoient l'intervention d'organisations de la société civile et d'organisations communautaires. Elle exige de ces organisations qui fournissent des services liés au VIH des comptes rendus et des rapports simplifiés qui rendent compte de leurs activités.

Il n'existe aucune politique nationale de Santé Communautaire ; cependant une plate forme collaborative de la co-infection TB/VIH existe dans la stratégie nationale de lutte contre la tuberculose.

Le financement des prestations de services à assise communautaire par des fonds nationaux n'est pas codifié.

Policy questions

Does your country have a national policy promoting community delivery of antiretroviral therapy?

No

Are there any of the following safeguards in laws, regulations and policies that provide for the operation of CSOs/CBOs in your country?

Registration of HIV CSOs is possible

Registration of CSOs/CBOs working with key populations is possible

HIV services can be provided by CSOs/CBOs

Services to key populations can be provided by CSOs/CBOs

Reporting requirements for CSOs/CBOs delivering HIV services are streamlined

Number of condoms and lubricants distributed by NGOs in the previous year

a) Male condoms:

2733844

b) Female condoms:

9422

c) Lubricants:

281378

Commitment 8

Ensure that HIV investments increase to US\$ 26 billion by 2020, including a quarter for HIV prevention and 6% for social enablers

Progress summary

Le Gabon finance à hauteur de 93% la lutte contre le VIH [GARP 2014]. Depuis 2015, le pays fait face à des difficultés d'achat d'intrants, mais assure toujours la fourniture des ARV et le dépistage.

Commitment 9

Empower people living with, at risk of and affected by HIV to know their rights and to access justice and legal services to prevent and challenge violations of human rights

Progress summary

Programmes de formation

Il n'existe pas de programmes de formation et/ou de renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme et de la non discrimination liés au VIH, en faveur des personnes vivant avec le VIH, des populations clés et des cadres juridiques chargés de la justice.

Programmes de formation

Les activités de formation et de renforcement des capacités des PVVIH, visant à les éduquer et à les sensibiliser sur leur droits, se font de façon ponctuelle et à petite échelle.

Accès à la justice

Il n'existe pas de mécanisme pour promouvoir l'accès à la justice pour les populations clés, les PVVIH ; mais il existe des institutions nationales indépendantes, pour la promotion et la protection des droits de l'homme, prenant en compte les problèmes liés au VIH sur le lieu de travail. En outre, des systèmes d'aides juridiques sont applicables à des dossiers liés au VIH.

Policy questions

In the past two years have there been training and/or capacity building programmes for people living with HIV and key populations to educate them and raise their awareness concerning their rights (in the context of HIV) in your country?

No

Are there mechanisms in place to record and address cases of HIV-related discrimination (based on perceived HIV status and/or belonging to any key population)?

No

Does your country have any of the following accountability mechanisms in relation to discrimination and violations of human rights in healthcare settings?

Procedures or systems to protect and respect patient privacy or confidentiality

Does your country have any of the following barriers to accessing accountability mechanisms present?

-

Commitment 10

Commit to taking AIDS out of isolation through people-centred systems to improve universal health coverage, including treatment for tuberculosis, cervical cancer and hepatitis B and C

Progress summary

Intégration des services

Quelques services liés au VIH sont complètement intégrés dans les services de santé de certaines structures de sanitaire (dépistage TB dans les centres VIH, conseil dépistage du VIH dans les centres TB et dans les cliniques externes, PTME dans les centres SMI, appui nutritionnel dans les centres VIH).

Cancer du col

Le dépistage/traitement du cancer du col de l'utérus n'est pas recommandés pour les femmes vivant avec le VIH dans le PSN et dans les directives nationales pour le traitement.

IST

Le pays possède des directives nationales sur le traitement des IST.

Stratégie nationale riposte au VIH

La stratégie existe mais n'a pas été révisée au cours des deux dernières années.

Suivi et Evaluation :

Il existe un plan national indépendant pour le suivi et l'évaluation du VIH qui n'a pas été révisé au cours des deux dernières années.

Il existe de multiples systèmes d'information parallèles, non harmonisés gérés par différentes entités.

Le système d'identifiant unique n'est pas mis en place par le pays afin d'éviter les doublons chez les personnes diagnostiquées séropositives ou chez les personnes sollicitant un traitement antirétroviral.

Policy questions

Is cervical cancer screening and treatment for women living with HIV recommended in:

a. The national strategy, policy, plan or guidelines for cancer, cervical cancer or the broader response to non-communicable diseases (NCDs)

No

b. The national strategic plan governing the AIDS response

No

c. National HIV-treatment guidelines

No

What coinfection policies are in place in the country for adults, adolescents and children?

Isoniazid preventive therapy (IPT) or latent TB infection (LTBI) prophylaxis for people living with HIV

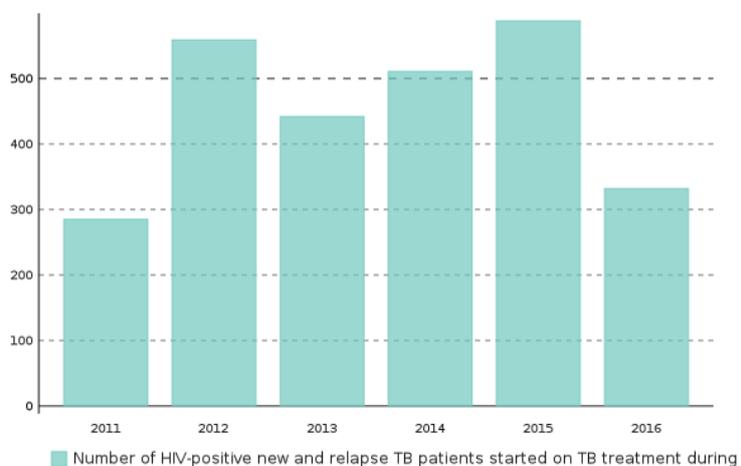
Intensified TB case finding among people living with HIV

TB infection control in HIV health-care settings

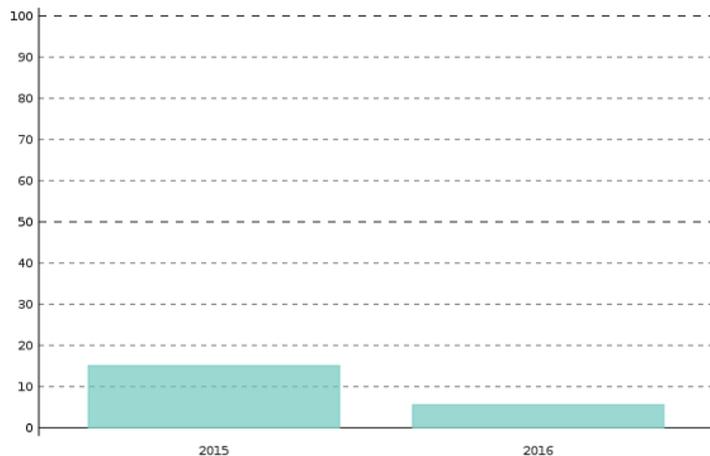
Co-trimoxazole prophylaxis

Hepatitis B screening and management in antiretroviral therapy clinics

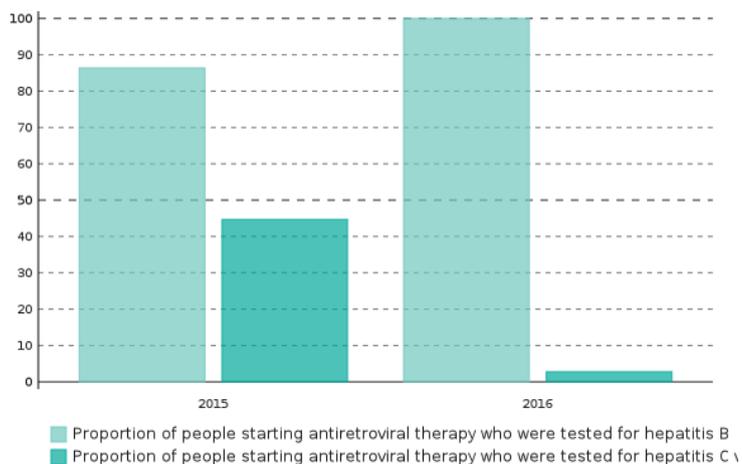
10.1 Co-managing TB and HIV treatment, Gabon (2011-2016)



10.2 Proportion of people living with HIV newly enrolled in HIV care with active TB disease, Gabon (2015-2016)



10.6/10.8 Hepatitis B and C testing, Gabon (2015-2016)



10.7/10.9 HIV and Hepatitis B/C, Gabon (2015-2016)

